

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4542 - Mercredi 1^{er} août 2018 - Prix : 10 DA

Skikda
Un quatrième terroriste abattu

Page 24

Présidentielles 2019

Prémices d'effervescence politique

Page 3

Idleb, le vrai enjeu des débats à Sotchi

Par Mohamed Habili

Le dixième round du processus d'Astana, qui devait prendre fin hier mardi à Sotchi, s'est tenu en l'absence des Etats-Unis, ce que les Russes se sont empressés de regretter. Cette absence n'est toutefois pas la première du genre, la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis ayant toujours marqué une nette préférence pour le processus de Genève, dont cependant tout indique qu'il est mort. Le conflit syrien a donné lieu à deux types de pourparlers multilatéraux rivaux, comme s'il ne suffisait pas d'un seul pour en venir à bout. Le premier, celui dit de Genève, placé dès l'origine sous l'égide des Nations unies, a commencé en 2012, alors que le régime syrien semblait condamné à tomber sous les coups de la rébellion, qui alors allait de victoire en victoire. Dans un tel contexte, les pourparlers ne pouvaient avoir pour finalité que le transfert concerté du pouvoir, du camp en train de perdre la partie à celui qui est en train de gagner. Ce processus de paix a perdu sa raison d'être dès lors que l'intervention russe de 2015 a renversé le cours de la guerre. Les forces loyalistes, qui reculaient à peu près sur tous les fronts, passant alors à l'offensive, se sont mises à regagner le terrain qu'elles avaient perdu lors de la première phase. Le processus d'Astana est né. Comme depuis lors le nouveau cours de la guerre ne s'est pas démenti, le processus de Genève est allé s'affirmant, ce qui ne pouvait se faire qu'aux dépens de celui de Genève.

Suite en page 3

180 cas signalés dans une dizaine de wilayas

A l'approche de l'Aïd, psychose autour de la fièvre aphteuse

● Fermeture des marchés à bestiaux jusqu'à la fin de la campagne de vaccination



Ph/E. Soraya/J. A.

Parmi les mesures prises, il est fait mention de l'interdiction de déplacement du cheptel d'une wilaya vers une autre, de la mobilisation des vétérinaires et d'une interdiction d'importation «jusqu'à ce que le problème soit réglé». Lire page 2

Pas moins de 195 morts depuis le début de l'année

Un Palestinien tué toutes les 26 heures par des tirs israéliens

Page 4

Festival de Timgad

Une belle ambiance en clôture

Page 13

180 cas signalés dans une dizaine de wilayas

A l'approche de l'Aïd, psychose autour de la fièvre aphteuse

■ Parmi les mesures prises, il est fait mention de l'interdiction de déplacement du cheptel d'une wilaya vers une autre, de la mobilisation des vétérinaires et d'une interdiction d'importation «jusqu'à ce que le problème soit réglé».

Par Meriem Benchaoua

À quelques jours de l'Aïd El Adha, la fièvre aphteuse est réapparue dans 10 wilayas du pays où un total de 180 cas ont déjà été signalés. Selon le ministre de l'Agriculture, Abdelkader Bouazgui, tous les cas signalés avaient été traités, ajoutant que des mesures avaient été prises pour circonscrire cette maladie. Parmi ces mesures, il a fait mention de l'interdiction de déplacement du cheptel d'une wilaya vers une autre, de la mobilisation des vétérinaires et d'une interdiction d'importation de bovin, «jusqu'à ce que le problème soit réglé». Il a, d'une part, fait savoir que des vaccins allaient être rapidement importés pour débiter la vaccination de l'ensemble du cheptel. M. Bouazgui s'est voulu rassurant quant à l'impact que pourrait avoir l'apparition de cette maladie sur la célébration sur l'Aïd El Adha, annonçant au passage que des points de vente d'ovins allaient être créés sous la responsabilité des services de wilaya. S'exprimant sur les prix

proposés pour l'achat d'une tête d'ovin, le ministre a répondu que c'est le principe de l'offre et de la demande qui se chargera de les définir. Il a, d'autre part, assuré que les bêtes destinées au sacrifice allaient toutes être contrôlées par des réseaux de vétérinaires. Par ailleurs, le ministre a mis en avant la détermination de son département à augmenter et élargir la superficie agricole fertile et irriguée et à récupérer les terres agricoles non exploitées. S'exprimant lors d'une visite d'inspection des projets du secteur à Alger, le ministre a indiqué que son département s'emploie à moderniser le secteur agricole, préserver les terres fertiles et récupérer les terres agricoles non exploitées par les investisseurs. Il a fait savoir que son secteur suivait les orientations consistant à ne pas toucher et protéger les terres agricoles fertiles, et à œuvrer à régulariser définitivement leur situation juridique en recensant chaque hectare non exploité. Le ministre, qui a fait état de terres agricoles fertiles non exploitées, a indiqué avoir donné des instructions pour assainir le secteur agricole, assurer tous les agriculteurs, œuvrer à exploiter toutes ces terres, augmenter la part des terres irriguées par le recours à des systèmes et des techniques



Photo: Soravali A.

économique en termes d'eau utilisée. M. Bouazgui a indiqué, à ce propos, que les opérateurs économiques et les investisseurs jouissaient de suffisamment de compétences pour décrocher une place dans les marchés internationaux. S'agissant des plantations d'arbres, le premier responsable du secteur a fait savoir que plus de 6 millions

d'arbres avaient été plantés en une année, une action, a-t-il dit, qui encourage le secteur à augmenter la production agricole et à préparer les bases logistiques pour l'exportation et le développement d'une industrie de transformation pouvant absorber toute la production agricole. Répondant à une question relative aux avantages octroyés en ce

qui concerne le foncier agricole aux investisseurs, le ministre a indiqué que l'Etat accompagnait les investisseurs en la matière, ajoutant qu'il a été distribué quelque 2 millions d'hectares, dont environ 1 million au profit de 140 000 bénéficiaires dans le cadre de la mise en valeur des terres et 1 million pour la création d'investissements agricoles depuis 2011. Le même responsable a affirmé, à cet égard, que toutes les terres non exploitées seront récupérées. Du reste, le ministre a indiqué que les prix élevés des viandes blanches étaient dus à l'augmentation de la consommation et la demande sur ce type de viande durant la saison estivale. Pour ce qui est de la wilaya d'Alger, M. Bouazgui a précisé que cette dernière disposait d'environ 32 000 hectares de terres cultivables, dont 16 000 hectares irrigués. Dans le même contexte, le ministre a indiqué que la wilaya d'Alger produisait annuellement une valeur de 58 milliards de dinars comme produit agricole (soit 2% du produit national), ajoutant que cette valeur s'élèvera au cours de prochaines années. Il a précisé, en outre, que la capitale occupait la 25^e place des 48 wilayas en termes de valeur du produit national agricole.

M. B.

Fermeture des marchés à bestiaux jusqu'à la fin de la campagne de vaccination

LES MARCHÉS à bestiaux sont fermés depuis quelques jours à Bouïra pour ne rouvrir qu'à la fin de la campagne de vaccination contre la fièvre aphteuse qui est en cours à travers les différentes régions de la wilaya, a indiqué hier le wali, Mustapha Limani. «Les marchés à bestiaux sont fermés jusqu'à la fin de la vaccination du cheptel bovin, afin d'éviter la propagation du virus de la fièvre aphteuse», a expliqué M. Limani à la presse. Selon les services vétérinaires de la wilaya, 23 cas de cette maladie ont été enregistrés depuis début juillet à ce jour, notamment à Ain Bessam (ouest de Bouïra), Aghbalou et M'Cheddallah (est). L'opération de fermeture s'inscrit dans le cadre d'une série de mesures prises auparavant par le chef de l'exécutif qui avait demandé aux responsables des services agricoles de mobiliser les différentes parties afin de faire face à cette épidémie qui menace le cheptel bovin de la wilaya.

L. M.

La lutte contre la fraude se poursuit à Alger

Les contrôleurs enregistrent 3 milliards de DA de marchandises non facturées

Selon le chef de service du contrôle de la qualité et de répression de la fraude relevant de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger, «la valeur des marchandises non facturées à travers les différents marchés et locaux commerciaux de la capitale a avoisiné les 3 milliards de DA durant le 1^{er} semestre de l'année en cours». Lors des opérations de contrôle des activités commerciales, effectuées durant le 1^{er} semestre de l'année 2018, Herkas Abdelouahab a précisé que les équipes de contrôle de la qualité et de la répression de la fraude relevant de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger ont procédé à l'enregistrement de 2,9 milliards de DA de marchandises non facturées, tandis que le montant des activités liées à l'affichage des prix était de 3 millions de DA. Le même responsable a fait savoir, d'autre part, que le montant global des saisies opérées durant la période considérée, à savoir les différentes denrées alimentaires, les viandes et produits de consommation, s'est élevé à

37,9 millions de Da. Il a indiqué, à ce propos, que le nombre d'interventions effectuées par les agents de contrôle et de la répression de la fraude dans la wilaya au cours de la même période, s'était élevé à 121 859 interventions et se sont soldées par l'établissement de 18 674 infractions, alors que 932 propositions de fermeture de locaux commerciaux au nombre de 789, ont été formulées pour des raisons liées aux pratiques commerciales illicites relatives, soit à la non détention de registre du commerce ou aux infractions liées aux défauts d'information du consommateur sur les prix et tarifs, ou liées à l'exposition de denrées alimentaires de façon à constituer une source de danger pour la santé du consommateur. M. Herkas a souligné qu'à l'occasion de la saison estivale, 14 équipes ont été mobilisées de façon permanente pour le contrôle de la qualité des prestations au niveau des plages de la capitale, notamment pendant les week-ends, ainsi que l'organisation de campagnes de sensibili-

sation en collaboration avec des associations de protection du consommateur, et ce, dans le but de prévenir les intoxications alimentaires. A ce propos, M. Herkas a fait état d'une coordination des efforts avec les services de sûreté pour lutter contre le phénomène des vendeurs itinérants qui exposent des produits de consommation sur les plages, sans le respect des normes d'hygiène. Il a, à ce titre, cité le programme de prévention contre les intoxications alimentaires tracé par le ministère de tutelle pour la saison estivale, à travers notamment les actions sur le terrain des équipes de contrôle de la qualité des produits alimentaires au niveau des fast-foods, restaurants, salles des fêtes, ainsi qu'au niveau des campings d'été. M. Herkas a mis l'accent sur la nécessité de respecter la température et la chaîne de froid pour chaque aliment, cuit ou cru, le stockage selon les normes en vigueur, outre l'hygiène des cuisines, des ustensiles et de la tenue des travailleurs et des chefs-cuisiniers

qui sont tenus de porter des gants, ce à quoi s'attendent les équipes de protection du consommateur et de la répression de la fraude tout au long de la saison estivale. Il a souligné que la Direction du commerce participe au contrôle, au même titre que les bureaux d'hygiène, au niveau de l'ensemble des communes d'Alger, lesquelles sont également composées d'éléments des directions du Commerce et d'Agriculture, de médecins et de vétérinaires, en vue d'intensifier le contrôle de la qualité des repas et des aliments et de s'enquérir du respect des mesures sanitaires. Par ailleurs, la Direction du commerce de la wilaya d'Alger a mis en place un programme de contrôle des activités des commerçants répartis à travers le territoire de la wilaya au cours de l'année 2018, d'autant plus que ces opérations sont assurées par les inspecteurs et les agents relevant de cette direction, répartis sur 374 équipes à travers 13 inspections.

Thinhinene Khouchi

Présidentielles 2019

Prémices d'effervescence politique

■ Le compte à rebours des échéances électorales pour les présidentielles étant déclenché, bon nombre de partis et formations ont d'ores et déjà entamé le débat sur la question. Pour l'occasion, tous appellent à un consensus national. Pourtant, tous ne semblent pas converger sur le sens de cette terminologie, qui constitue l'ordre du jour de l'effervescence des activités politiques animées ces dernières semaines.



PH/D. R.

Par Lynda Naili

A ce titre, pour les partis de la majorité, le FLN et le RND en l'occurrence, le soutien inconditionnel à la candidature du Président Bouteflika aux présidentielles de 2019 étant leur dénominateur commun demeure pour eux «une constante» afin que le chef de l'Etat poursuive et parachève «son programme de l'édification nationale» ne fait plus aucun doute, tout comme d'autres formations politiques, à l'instar de TAJ qui appelle «la majorité présidentielle» à reprendre les réunions de coordination pour «garantir le succès de la présidentielle de 2019», et de l'ANR. Pour le Mouvement populaire algérien (MPA), son président Amara Benyounés avait déclaré attendre la réunion de son conseil national en septembre prochain pour prendre sa décision par rapport à cette échéance électorale. Une décision qui, avait-il dit, sera précédée d'un «dialogue» qui sera lancé à l'occasion de l'université d'été du

parti en septembre prochain. Faut-il noter, à ce propos, que jusqu'à présent le MPA qui ne s'est pas prononcé publiquement en faveur d'un 5^e mandat en 2019 du Président Bouteflika, et a même appelé à ne pas «forcer la main» ni «obliger le Président à se représenter pour un autre mandat, comme personne n'a le droit d'empêcher ou d'interdire au président de la République de se porter candidat, en dehors du Conseil constitutionnel».

En outre, certains partis ont annulé leurs traditionnelles universités d'été afin de se consacrer aux préparatifs de la présidentielle de 2019, proposant des initiatives autour de ce rendez-vous électoral. Pour le MSP, il s'agira de «l'initiative du consensus national», alors que le Mouvement El-Bina présente son initiative «l'Algérie pour tous». Sauf que le FLN et le RND rejettent le volet politique de ces initiatives. La raison est qu'Ould Abbas, SG du vieux parti, refuse catégoriquement de parler de cette question. Le FLN «a clos le

débat sur le volet politique et refuse de débattre avec tout parti ou personne au sujet de la légitimité des institutions et la transition démocratique, mais accueille, en parallèle, toute discussion portant sur l'aspect économique», a-t-il affirmé avant-hier, lors d'une rencontre avec Abdelkader Bengrija, président du Mouvement El-Bina. Quant au SG du RND, pour lui, «à la veille du rendez-vous électoral, un consensus politique est incompatible avec le pluralisme politique». «Il n'y a pas de place pour une transition politique dans un pays qui recourt régulièrement aux urnes, cela peut être même un déni de la souveraineté du peuple», a-t-il déclaré dimanche dernier lors de sa rencontre avec le MSP. Par ailleurs, en leur qualité de premières forces politiques du pays, le FLN et le RND multiplient ces derniers jours les rencontres avec d'autres partis politiques afin de les mobiliser sur l'importance de cette échéance électorale. Du côté de l'opposition, le parti Talai El Hurriyet, qui ne cache vrai-

ment son intérêt pour les présidentielles de 2019, aucune position officielle n'a encore émané de lui, ni d'ailleurs du RCD, encore moins du PT. Quant au Front des forces socialistes (FFS) qui faut-il le rappeler est l'un des premiers partis politiques de l'opposition qui avait appelé à un consensus national, même si sa position sur les prochaines présidentielles n'a pas été clairement affichée, considère aujourd'hui que son «projet de reconstruction du consensus national, comme étant la seule alternative pour éviter une crise au pays». En effet, lors d'une rencontre, la semaine dernière avec une délégation du Mouvement de la société pour la paix (MSP), le FFS a réaffirmé que le processus, entamé en 2014, «se poursuivra en donnant la priorité à la mobilisation citoyenne pour réaliser un consensus populaire jusqu'à la concrétisation des objectifs fixés sur le plan politique, économique, social, culturel et environnemental».

L. N.

LA QUESTION DU JOUR

Idleb, le vrai enjeu des débats à Sochi

Suite de la page une

Si bien qu'aujourd'hui, le processus d'Astana est le seul qui se poursuit, encore qu'on ne sache pas très bien si celui de Genève est tout à fait mort ou s'il est seulement gelé. Il ne reste aujourd'hui qu'Idleb, à vrai dire une partie seulement d'Idleb, pour être sous le contrôle de la rébellion. Les régions du nord-est, pour ce qui les concerne, peuvent faire l'objet d'un accord entre les Forces démocratiques syriennes, à dominante kurde, qui les occupent, et Damas, où du reste les négociations en ce sens ont déjà débuté. La Turquie ne veut surtout pas d'une offensive sur Idleb, à l'image de celle qui s'achève sur Deraa au sud-ouest de la Syrie. Car elle entraînerait une nouvelle vague de réfugiés dans sa direction, elle qui déjà en héberge le plus grand nombre, et cela depuis le début de la guerre. L'alternative, à ses yeux, serait que ce soit plutôt elle qui occupe Idleb, le temps qu'il faut pour normaliser sa situation. Alors seulement, elle la livrerait aux autorités syriennes. C'est surtout de cela qu'il a dû être question au cours de cette dernière rencontre à Sochi, notamment entre d'un côté, les représentants syriens, russes et iraniens, et de l'autre les représentants turcs. Or, l'armée turque occupe déjà Afrine, et depuis peu tout Menbaj, que les Kurdes ont fini par lui laisser en entier, comme d'ailleurs elle l'exigeait. Elle veut maintenant entrer dans Idleb, pour la gérer le temps d'une transition dont personne ne peut savoir par avance le terme. Les Syriens et leurs alliés accepteraient-ils une offre consistant à leur demander de livrer eux-mêmes au voisin du nord la garde des régions frontalières ? Il serait extraordinaire que leur réponse soit oui. Mais s'ils refusent, ce qui semble la moindre des choses, la Turquie vraisemblablement réagira en annonçant son retrait du processus d'Astana. Ce qui le cas échéant sonnera le glas de ce dernier.

M. H.

Abdelkader Benmessaoud, ministre du Tourisme

«L'Algérie est un pays sécurisé»

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a déclaré, hier à Alger, que «l'Algérie est un pays sécurisé où les institutions sécuritaires jouent pleinement leur rôle». Dans une déclaration à la presse en marge d'une journée de divertissement au profit d'enfants aux besoins spécifiques à Azur Plage (Sidi Fredj), le ministre a affirmé que «l'Algérie est un pays sécurisé où les institutions sécuritaires appliquent les mesures de prévention en vigueur à travers le

monde». La grande superficie de l'Algérie n'entrave pas la préservation de sa sécurité, a ajouté le ministre, soulignant que «les institutions sécuritaires jouent pleinement leur rôle». Lors de sa dernière rencontre avec les opérateurs du secteur du tourisme dans le Sud, ces derniers avaient exprimé leur disposition à accueillir les touristes et à promouvoir la destination Algérie, a indiqué M. Benmessaoud, saluant le rôle des agences de tourisme à la lumière des mesures prises par l'Etat pour

le développement du tourisme en Algérie. Dans ce contexte, le ministre a rappelé que la saison actuelle est «particulière» de par la dynamique adoptée pour relancer le secteur et encourager les Algériens à passer leurs vacances dans leur pays. Parmi les mesures prises, le ministre a cité les réductions destinées aux partenaires sociaux, à l'instar de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), dont les travailleurs bénéficieront d'une réduction de frais allant jusqu'à 50% du prix ini-

tial d'hébergement dans les hôtels relevant du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT), et la réhabilitation, voire la modernisation des plages longeant les structures touristiques. A cette occasion, M. Benmessaoud a cité les mesures prévues pour l'année prochaine dans le cadre du développement et de la promotion des différents types de tourisme en Algérie, notamment le tourisme côtier, ajoutant qu'il est également question de promouvoir le tourisme

hivernal, saharien et de montagne. Près de 90 enfants aux besoins spécifiques ont bénéficié d'activités de loisirs à Azur Plage, et ce, dans le cadre d'une opération vulgarisée à travers l'ensemble des régions côtières, à l'instar d'Oran et de Béjaïa, indiquant les responsables du secteur, notant que ce genre d'activités profiteront à l'avenir à toutes les catégories vulnérables, notamment les personnes âgées lors des différentes saisons touristiques.

Safia H./APS

Pas moins de 195 morts depuis le début de l'année

Un Palestinien tué toutes les 26 heures par des tirs israéliens

■ Selon l'agence de presse palestinienne Wafa, toutes les 26 heures un Palestinien est tué par des tirs de l'armée d'occupation israélienne, un chiffre multiplié par quatre fois et demi les sept premiers mois de 2018, comparativement à l'année précédente.

Par Louiza Ait Ramdane

Le nombre de civils palestiniens tués lors d'affrontements avec Israël a atteint un niveau sans précédent depuis le début de l'année. Pas moins de 195 Palestiniens tués par des tirs israéliens du 1^{er} janvier au 31 juillet en cours, dont 32 enfants âgés de moins de 18 ans, indique le communiqué de presse du Rassemblement national palestinien des familles des martyrs. Le nombre s'est nettement multiplié, selon le document, comparativement à 2017 quand 76 morts étaient déplorés durant la même période. A raison d'un mort toutes les 115 heures. D'après la même représentation des familles palestiniennes, 173 Palestiniens sont tombés en martyr dans la bande de Ghaza et dix-neuf autres en Cisjordanie occupée, avec un âge moyen de 24 ans et 9 mois. Ce Rassemblement a également fait savoir que «le groupe d'âge le plus ciblé était les jeunes de 22 ans dont onze sont morts sur le coup et deux autres ont perdu la vie après avoir inhalé le gaz toxique». La plus jeune victime, de huit mois, était Laila al-Ghandour de la bande de Ghaza. La plus âgée était Sana Jabarin, 60 ans, de la localité de Sa'ir à El Khalil. Le Rassemblement s'est également indigné selon ce document, de la présence de dix corps de Palestiniens, encore au niveau des morgues de l'occupation israélienne. Cet état de fait ne date pas d'aujourd'hui, puisque déjà 268 corps de martyrs se trouvaient dans les morgues israéliennes de 1965 jusqu'au 31 décembre 2017, a précisé la

même source. Durant le mois de juin écoulé à lui seul, dix-huit Palestiniens ont été tués et 2 200 autres blessés par des tirs israéliens, avait annoncé début juillet le Centre palestinien «Abdallah-Al-Hourani» des études et de documentation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Dans son rapport mensuel rapporté par Wafa, le centre a exposé un bilan des différentes agressions israéliennes à l'encontre du peuple palestinien.

«Les forces israéliennes de l'occupation ont arrêté environ 430 Palestiniens de la Cisjordanie, d'El-Qods et de la bande de Ghaza, dont des dizaines d'enfants», relève le rapport.

Le Centre palestinien des études a également fait état de 24 maisons et installations démolies, outre la confiscation de terres palestiniennes dans la province de Naplouse et l'occupation de deux maisons dans la vieille ville d'El Khalil et le ravage de ses terres.

Depuis le 30 mars dernier, des milliers de Palestiniens se



rassemblent à proximité de la barrière érigée par l'occupant israélien à Ghaza dans le cadre de la «Marche du Grand retour» pour le droit au retour des Palestiniens sur les terres dont

ils ont été chassés en 1948. Les Palestiniens protestent également contre le blocus imposé à leur territoire depuis 2007. Les manifestations ont culminé le 14 mai quand au moins 62

Palestiniens ont été tués alors que des milliers protestaient contre le transfert ce jour-là de l'ambassade des Etats-Unis à El-Qods occupée.

L. A. R.

Suite à l'arrêt de travail de deux heures du syndicat de la maintenance

Air Algérie : aucune perturbation des vols

L'arrêt de travail observé hier matin par le Syndicat national des techniciens de la maintenance des avions (SNTMA) n'a pas perturbé le programme des vols d'Air Algérie, a indiqué à l'APS le directeur de la Division des affaires générales de cette compagnie nationale, Reda Toubal Seghir. «Suite à l'appel du bureau du Syndicat de la maintenance (SNTMA), publié sur sa page Facebook, invitant le personnel affilié à un rassemblement massif le 31 juillet 2018 au niveau de la base de maintenance de l'aéroport Houari-Boumediene à partir de 7h00, un arrêt de travail d'une durée de deux heures a été observé», souligne M. Toubal Seghir Mais selon le même responsable, cet arrêt de travail «n'a nullement affecté le déroulement des activités d'enregistrement et d'embarquement des passagers, ni le

départ des vols». Il précise ainsi que «contrairement aux informations relayées par certains médias faisant état de paralysie des activités d'Air Algérie au niveau des aéroports, celles-ci se déroulent normalement». Pour rappel, le SNTMA avait annoncé lundi dernier le gel de la grève prévue à compter du mardi 31 juillet, au lendemain de la décision de Justice du gel du préavis de grève. Pour le secrétaire général de ce syndicat, Ahmed Boutoumi, la décision de justice concernant l'affaire en référé introduite par la compagnie Air Algérie contre le SNTMA auprès du tribunal de Dar El Beida «n'a aucun fondement juridique mais doit être respectée». La compagnie Air Algérie avait déposé deux plaintes contre le syndicat. La première en référé pour non-respect du délai juridique du préavis de grève de 21

jours fixé dans la convention collective, et la deuxième auprès de la Chambre sociale. Un jugement concernant l'affaire en référé avait été prononcé dimanche. Il a été décidé de geler la grève jusqu'à ce que la deuxième affaire introduite par Air Algérie auprès de la Chambre sociale soit tranchée. S'agissant du respect de l'article 280 de la convention collective, le syndicat a indiqué avoir installé une commission de suivi dans le cadre d'un accord signé le 16 mai 2017 et que des négociations ont été engagées avec la compagnie depuis 6 mois, à compter du 31 décembre 2017. La deuxième affaire introduite par la compagnie Air Algérie auprès de la Chambre sociale près le tribunal de Dar El Beida sera examinée le 5 août prochain.

Safy T./APS

Oum El Bouaghi/Depuis le barrage d'Ouarkis

Necib lance l'opération d'approvisionnement en eau potable de six communes

Le ministre des Ressources en eau, L'Hocine Necib, a lancé, hier à Ain Fakroun (25 km à l'ouest d'Oum El Bouaghi), l'opération d'approvisionnement en eau potable (AEP) de 500 000 habitants de six communes de cette wilaya à partir du barrage d'Ouarkis. Sur le site du barrage d'Ouarkis, le ministre s'est dit satisfait du niveau d'approvisionnement quotidien (qu'il juge) «confortable» assuré désormais au profit des communes d'Oum El Bouaghi, Ain Beïda, Ain M'illa, Ain Kercha et Henchir Toumeghni. Il a également relevé que ce barrage a permis d'améliorer l'approvisionnement de plus de 500 000 âmes vivant dans ces communes

qui sont ainsi alimentées quotidiennement en eau, tandis que certaines étaient jusqu'à desservies une fois tous les cinq jours en ce liquide vital. Evoquant le système des grands transferts alimentant six wilayas, le ministre a rappelé le dernier maillon de ce système, à savoir un tunnel de 4 km, dernièrement en service à Mila au niveau du barrage de Béni Haroun doublant la capacité de pompage de 11,5 m³/seconde à 23 m³/seconde. Ceci, a-t-il relevé, permet d'augmenter la production du barrage d'Ouarkis. M. Necib a également indiqué que la station de traitement d'eau, en cours de réalisation au niveau du barrage d'Ouarkis pour une

enveloppe financière de 16 milliards DA, «sera réceptionnée l'année prochaine». D'une capacité de 66 millions m³, le barrage d'Ouarkis alimente dans une première phase six communes d'Oum El Bouaghi auxquelles s'ajouteront, «avant la fin de l'année en cours», les deux communes de Berriche et Souk Naâmane, selon les explications fournies au ministre. Le ministre des Ressources en eau devrait également procéder à la mise en service les réseaux d'alimentation en eau de plusieurs localités dans les communes d'Oum El Bouaghi, Ain M'illa et Ain Beïda.

Ali Y.

Accidents de la route
**54 morts et
1 929 blessés
en une semaine**

CINQUANTE-QUATRE personnes ont trouvé la mort et 1 929 autres ont été blessées dans 1 514 accidents de la circulation enregistrés au niveau national durant la période du 22 au 28 juillet, selon un bilan de la Protection civile rendu public hier. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj avec quatre morts et 24 blessés, suite à 54 accidents de la route, note la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 3 967 interventions pour procéder à l'extinction de 3 265 incendies urbains, industriels et autres, ajoute la même source.

Dattes

Une production de plus 10 millions de quintaux en 2017

■ Une production de plus de 10,58 millions de quintaux a été enregistrée dans la filière des dattes en 2017, soit une valeur de 332,4 milliards de dinars, a indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Par Faiza O.

En 2017, la récolte de la variété la plus prisée de datte en l'occurrence «Deglet noir» a atteint 5,67 millions de quintaux, contre 2,87 millions pour la Degla Beïda (datte blanche) et les dattes sèches, et plus de 2 millions de quintaux pour les dattes moelles. Le rendement par palmier dattier est estimé à 67,7 kg. Le rendement de «Deglet Noir» s'élève à 86,3kg par palmier dattier, contre une production de 51,6 kg et 58,2 kg par palmier dattier respectivement pour la Degla beïda et les dattes sèches, el Ghars et les dattes molles. La superficie globale des palmiers dattiers s'élève à 167 663 hectares, alors que les palmiers productifs sont estimés à 15,7 millions et ceux plantés à 18,53 millions. La wilaya de Biskra vient en tête des 16 wilayas productives de dattes, avec une production de plus de 4,38 millions de quintaux, suivie des wilayas d'El Oued, avec plus de 2,6 millions de quintaux, puis Ouargla avec plus de 1,4 million de quintaux. Salim Hadoud a été élu, lundi au siège de la Chambre nationale d'Agriculture, président du Conseil national interprofessionnel de la filière des dattes. Cette opération fait suite aux recommandations des assises nationales de l'agriculture tenues sous le haut patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Au terme de son élection, M. Hadoud s'est engagé à œuvrer avec tous les acteurs de cette filière à renforcer et développer la filière à travers l'accompagnement des agriculteurs et la prise en charge de leurs préoccupations. Le président du Conseil a insisté sur l'impératif d'atteindre les objectifs fixés pour cette filière, notamment élargir la superficie consacrée à la plantation des palmiers, ce qui permettra d'augmenter les quantités consacrées à l'exportation et au développement des autres types. Le Conseil est appelé à jouer un rôle essentiel, étant un espace de concertation entre la profession et les autorités publiques, et à développer le progrès technique. En outre, le Conseil sera chargé de collecter les données nécessaires pour l'élaboration d'une feuille de route qui permettra d'orienter les futures activités de cette filière, selon le président du conseil.

F. O.



PH. > D. R.

Pétrole

Le Brent à plus de 74 dollars à Londres

Les cours de pétrole ont enregistré une légère baisse hier en cours d'échanges européens alors que le président américain Donald Trump a surpris les marchés en signalant être prêt à voir les dirigeants iraniens «quand ils veulent». Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre, dont c'est le dernier jour de cotation, valait 74,77 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 20 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance cédaït 31 cents à 69,82 dollars. Les cours effaçaient une partie de leurs gains de la veille, «probablement à cause de la surprise provoquée par Donald Trump», ont commenté les analystes de Commerzbank. «Je ne sais pas s'ils y sont prêts», a dit lundi le président des Etats-Unis, répondant à une question sur une éventuelle rencontre avec son homologue iranien Hassan Rohani. «J'imagine qu'ils voudront me rencontrer, je suis prêt à les rencontrer quand ils veulent». Selon lui, c'est «bon pour eux, bon pour nous, bon pour le monde entier», surtout «si nous pouvons trouver une solution sérieuse, pas un gâchis de papier comme l'autre accord». Les sanc-

tions des Etats-Unis contre l'Iran vont notamment empêcher le troisième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) de vendre ses barils à l'étranger, ce qui pourrait déstabiliser le marché mondial. «L'offre iranienne pourrait baisser de 800 000 barils par jour», ont estimé des analystes, qui évaluent que chaque million de barils disparaissant du marché peut faire grimper le prix de 17 dollars. Les investisseurs attendront par ailleurs mardi les données de la fédération professionnelle de l'American petroleum institute (API) sur les réserves des Etats-Unis. Ce rapport sera suivi aujourd'hui par celui de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA), dont les chiffres officiels sont jugés plus fiables par les marchés.

Les prix devraient se maintenir entre 75 et 80 dollars dans les prochains mois

Dans un environnement international tendu, les prix du pétrole devraient se maintenir dans une fourchette de 75 à 80 dollars dans les prochains mois, a estimé hier le quotidien «Le Figaro» dans une analyse. Se référant à des experts, le journal a estimé que cette fourchette de prix «satisfait à peu près tout le

monde», notamment les groupes pétroliers qui sont «portés par la hausse du prix de l'or noir, des diversifications pertinentes et des baisses de coûts». Le journal explique que la limitation de la production et les tensions géopolitiques, notamment, ont fait que le baril de Brent a quasiment triplé depuis son point bas de juin 2016, mais, relève-t-il, les effets sur la croissance «restent limités». «D'un côté, une croissance soutenue qui alimente la demande mondiale de pétrole, de l'autre une limitation de la production pour soutenir les prix et des tensions géopolitiques accrues. Tels sont les ingrédients de la hausse des cours du pétrole depuis plusieurs mois. Le baril de Brent, valeur de référence, a pris plus de 20 % depuis le début de l'année», écrit «Le Figaro», estimant qu'il devrait rester dans une fourchette de 75 à 80 dollars «en raison des tensions au Moyen-Orient, dans la perspective surtout du rétablissement des sanctions américaines à l'encontre de l'Iran, septième producteur mondial». Le journal a considéré que la remontée du prix (75 dollars lundi) est «largement» imputable à l'accord conclu entre l'Opep et les grands producteurs après la chute des prix entre 2014 et 2016. «Cette entente a été couronnée de succès. En consen-

tant des petites baisses de production, ils ont provoqué une spectaculaire remontée des cours», a expliqué au «Figaro» Francis Perrin, directeur de recherche à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques). Dans ce contexte de hausse, le média énumère d'autres ingrédients qui en ont concouru comme le retour de la croissance mondiale et, par conséquent, de la demande d'or noir. «Le monde est toujours assoiffé de pétrole, la demande est tirée à la hausse par les pays émergents et en développement», a encore expliqué Francis Perrin. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a prévu cette année, rappelle-t-on, une hausse de la demande de 1,4 million de barils par jour. Un autre expert, Jérôme Sabathier, responsable à l'Institut français du pétrole énergies (Ipfen) a estimé qu'au-delà de l'équilibre «fragile» entre l'offre et la demande, «le prix est soutenu par le dégonflement des stocks, notamment aux Etats-Unis». «Sans compter qu'aux Etats-Unis la demande pourrait être revue à la hausse si l'Administration Trump révisé la législation sur la consommation au kilomètre. Les risques géopolitiques sont eux aussi loin d'être négligeables. Le Venezuela en quasi-faillite a vu sa production chuter de moitié depuis 2000 tandis qu'en Libye, un pays toujours instable, elle reste très irrégulière», a analysé le journal, soutenant que «c'est le Moyen-Orient et les tensions accrues dans cette région cruciale en termes d'approvisionnement qui polarisent les inquiétudes».

Assia D./APS

Dans l'attente de la BoJ

La Bourse de Tokyo débute en baisse

La Bourse de Tokyo a débuté en baisse hier, après le repli de Wall Street et dans un climat attentiste à quelques heures d'une décision monétaire très attendue de la Banque du Japon (BoJ). A la première minu-

te des échanges, l'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes cédaït 0,43% (-97,43 points) à 22 447,41 points, et l'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau perdaït 0,45% (-7,94 points) à 1 760,21 points. Sur le

volet des changes, le dollar refluaït à 110,91 yens au même moment, contre 111,05 yens lundi à la clôture de la place tokyoïte, tandis que l'euro montait à 129,90 yens, contre 129,45 yens la veille.

R. E.

Oran

660 constructions érigées illicitement rasées depuis le début de l'année

■ *Quelque 664 constructions érigées illicitement ont été rasées depuis le début de l'année en cours dans la wilaya d'Oran, a indiqué le wali, Mouloud Chérifi, invité du forum du quotidien «El Djoumhouria».*

Par Hocine A.

Le wali a indiqué que dans le cadre de la lutte contre les constructions illicites, 664 constructions ont été démolies depuis le début de l'année à travers le territoire de la wilaya. «Nous poursuivons l'opération pour lutter contre ce phénomène. Le nombre de constructions érigées illicitement est estimé à 50 000 au niveau de la wilaya dont 25 000 aptes à être réaménagées», a précisé M. Chérifi. Concernant le programme de relogement, le chef de l'exécutif de la wilaya a fait état d'une «réflexion en cours» sur les modalités de mettre à la disposition de la daïra et de la commune d'Oran «un

programme d'habitat au profit des cas sociaux». Dans ce contexte, il a signalé que la wilaya a bénéficié de plus de 170 000 logements, tous programmes confondus, dont plus de 50% ont été réalisés. «L'opération se poursuit», a-t-il affirmé. Par ailleurs, quelque 8 406 logements ont été attribués à leurs bénéficiaires, depuis 2017 à ce jour, dont 2 776 de type AADL et promotionnels et 662 unités rurales, a indiqué le wali. S'agissant du vieux bâti à valeur historique, Mouloud Chérifi a annoncé qu'une étude du plan de préservation du secteur de Sidi Houari est en cours pour dégager une vision globale de préservation de ces construc-



tions, en collaboration avec des associations chargées du patrimoine. Le wali a abordé également les préparatifs des Jeux méditerranéens 2021 et des projets en cours dans divers secteurs.

H. A./APS

Sidi Bel-Abbès Opération de vaccination du cheptel contre la fièvre aphteuse et la clavelée

QUELQUE 16 000 têtes bovines ont été vaccinées contre la fièvre aphteuse et plus de 750 000 têtes ovines contre la clavelée, dans le cadre de la campagne nationale de lutte contre ces deux zoonoses, a-t-on appris de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya de Sidi Bel-Abbès. La wilaya de Sidi Bel-Abbès a bénéficié de 15 000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse et 1 000 autres laissées en réserve ainsi que 750 000 doses de vaccin contre la clavelée, a indiqué Kadi Diyafi, signalant que l'opération de vaccination se poursuit toujours et enregistre un taux de réalisation oscillant entre 75 et 80% selon les localités. Pour préserver les richesses animales, l'inspection vétérinaire de Sidi Bel-Abbès relevant de la direction des services agricoles, a pris toutes les dispositions nécessaires et mesures préventives contre la fièvre aphteuse. Aucun cas n'a été signalé à travers cette wilaya, selon le même responsable. Les services vétérinaires veillent au contrôle systématique des marchés hebdomadaires du bétail, des étables et ce, dans le cadre des sorties quotidiennes des vétérinaires. Ainsi, 34 vétérinaires ont été mobilisés pour l'opération de vaccination avec l'élaboration d'un calendrier de permanence pour assurer le service durant les jours non ouvrables au niveau de la DSA.

R. R.

Ouargla Une quinzaine d'installations sportives et de jeunesse en cours de réalisation

Une quinzaine d'installations sportives et de jeunesse sont en cours de réalisation à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Jeunesse et des Sports (DJS). Elles comportent notamment un pôle sportif, implanté au niveau de la zone des équipements publics, au chef-lieu de wilaya, qui englobe une salle omnisports de 3 000 places, un lycée sportif et une auberge de jeunes de 50 lits, ainsi qu'une piscine semi-olympique (bassin de 25 mètres), a fait avoir le DJS, Boubekour Chethouna. A ce projet, inscrit dans le cadre

du programme quinquennal 2015-2019 et devant être livré dans le courant de 2019, s'ajoutent divers autres projets dans plusieurs communes de la wilaya, à l'instar de quatre stades communaux devant être réceptionnés durant la saison sportive 2018-2019 à Rouissat, Ain El-Beida, Mégarine et Témacine, deux piscines semi-olympiques à Megarine et Taïbet et des maisons de jeunes de catégorie 3. Durant le premier semestre de cette année, plusieurs projets du secteur ont été réceptionnés, notamment une piscine semi-olympique à El-Hedjira, quatre stades

de proximité revêtus d'une pelouse synthétique à Hassi-Benabdallah, Sidi-Khouiled, El-Alia et Hai-Ennasr (Ouargla), en plus d'un stade communal à El-Hedjia et une piscine réservée à la frange féminine à Ouargla, a fait savoir le DJS. Il a été également procédé à la réhabilitation du stade communal «24-Février» et de la salle sportive du quartier la Silice, au centre-ville de Ouargla. La wilaya compte quelque 112 installations sportives et de jeunesse, dont des auberges, des stades de proximité, des salles de sports et des piscines.

S. H.

Tissemsilt Une première annexe de la coopérative de céréales et légumes secs de Mahdia

Une annexe de la coopérative de céréales et légumes secs de Mahdia (Tiaret) a été ouverte à Tissemsilt, première du genre dans la wilaya, a-t-on appris du directeur de cette structure. En inspectant des points de stockage de céréales au chef-lieu de wilaya, Mohammed Nafaa a souligné que cette annexe a été ouverte à l'ex-siège de la coopérative des semences et d'aliment du bétail dans le cadre des

démarches pour se rapprocher des céréaliers de la région et assurer la collecte des récoltes et le remboursement des créances des agriculteurs sans qu'ils soient contraints de se déplacer à Mahdia (Tiaret). Cette annexe, créée en collaboration avec les autorités de wilaya, les services agricoles, l'Union de wilaya de l'UNPA et la chambre agricole, permet une prise en charge «urgente» des besoins

des producteurs de céréales et de rapprocher la direction de la CCLS des producteurs. Par ailleurs, le même responsable a souligné que le problème des longues files d'attente devant les points de stockage de céréales n'auront plus raison d'être durant la saison des moissons en cours, grâce aux mesures prises par la CCLS de Mahdia, en collaboration avec la DSA, avec la mobilisation de 16 points de stockage

supplémentaires d'une capacité totale de 338 000 quintaux s'ajoutant aux 9 autres points disponibles totalisant un volume de 168 000 quintaux. Parmi ces mesures de prise en charge du problème de stockage, figurent la location des docks silos appartenant à des opérateurs privés ainsi que des structures commerciales dont le marché couvert de la ville de Théniet El Had.

F. K.

M'sila Ouverture prochaine de 50 km de pistes forestières

La Conservation des forêts de la wilaya de M'sila prévoit le lancement prochain de projets liés à l'ouverture de pistes forestières sur une distance de 50 km, selon des responsables de ce secteur. Ces projets concernent neuf communes de la wilaya, à l'instar des localités d'Ain El Melh, d'Ain Errich, de Sidi M'hamed (Sud de M'sila), et sont financés par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, ont précisé les services de cette institution. Ces opérations permettront la création de nouveaux postes de travail temporaires en faveur de la population

des zones rurales, forestières et steppiques, la protection du couvert végétal contre les incendies, tout en contribuant à l'encouragement et au développement du tourisme, ajoute la même source. La Conservation des forêts de la wilaya de M'sila avait réalisé, dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, des projets similaires consistant en l'ouverture de 50 km de pistes forestières réparties sur les communes de la région Nord de la capitale du Hodna dont Hammam Dhalaï et Djebel Messaïd, a-t-on rappelé, soulignant que ces

projets ont permis l'extension des pistes forestières et contribué à la dynamisation du plan anti-incendies. Ces réalisations, qui permettront l'extension du réseau des pistes forestières pour atteindre 600 km contre 100 km recensées en 2000, conforteront les efforts consentis en matière de prévention contre les feux de forêt, a-t-on appuyé. Pour rappel, la capitale du Hodna a enregistré deux incendies durant les trois dernières années.

T. O./APS

Maroc

La contestation à Al-Hoceïma pour le désenclavement continue d'alimenter les médias

■ La crise que connaît la ville d'Al-Hoceïma, dans la région du Rif marocain, et le mouvement de contestation pour son désenclavement continuent toujours d'alimenter les médias au Maroc marqué par des inégalités sociales et territoriales, sur fond de chômage élevé parmi les jeunes.

Par Sara H.

Au lendemain d'un discours prononcé par le roi Mohammed VI, dans la ville d'Al-Hoceïma, à l'occasion de la fête du trône, l'ambiguïté règne toujours sur l'avenir de la ville au plan social, qui continue de la secouer ainsi que d'autres villes marocaines à travers un large mouvement de protestation. La situation que vit Al-Hoceïma n'a pas été, selon des médias, évoquée dimanche lors du discours du souverain marocain, laissant ainsi les espoirs de la population de cette région pour des mesures sociales et une grâce royale au profit des détenus du mouvement Hirak «anéantis». Tout au long de la semaine, des médias marocains avaient dit s'attendre à une grâce royale au profit des détenus du mouvement Hirak, notamment de ses principaux leaders, condamnés fin juin à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison. Dans son discours prononcé dans la ville d'Al-Hoceïma, épice du mouvement de protestation aux revendications sociales et économiques qui a agité le pays en 2016 et 2017, Mohammed VI n'est pas revenu sur la crise qu'a connue la ville et ses environs, rapportent des médias. Le Maroc est marqué par de fortes inégalités sociales et territoriales, sur fond de chômage élevé parmi les jeunes. En 2017, il a été classé 123^e sur 188 pays au titre de l'indice de développement humain (IDH). Une étude publique récente de l'Observatoire national du développement humain sous le

thème «Profil de la pauvreté des enfants au Maroc» a révélé qu'avec plus du tiers de la population âgée de moins de 18 ans la population marocaine est jeune. Ce «fort potentiel» risque de se transformer en bombe à retardement sociale au vu de la réalité socio-économique de l'enfance au Maroc, avertit l'étude.

Liste de grâce dépourvue des détenus du Hirak

Malgré l'annonce dimanche d'une grâce accordée à plus de 1 200 détenus, des médias marocains ont assuré qu'aucun des détenus du Hirak ne figure sur la liste. Depuis octobre 2016 et la mort d'un vendeur de poisson broyé dans une benne à ordures, la vague de protestation de masse dans la région du Rif et dans d'autres villes marocaines n'a fait qu'augmenter. Environ 450 personnes, selon des associations, ont été arrêtées pendant les manifestations pacifiques parfois marquées par des heurts entre forces de l'ordre et protestataires. Pas moins de 54 militants de la contestation rifaine ont été condamnés par la Cour d'appel de Casablanca le 26 juin dernier à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison, à l'issue d'un procès de neuf mois dont l'équité est contestée, suscitant l'indignation de plusieurs ONG. Le leader du mouvement, Nasser Zefzafi, ainsi que trois autres meneurs, Nabil Ahmijq, Ouassim Boustati et Samir Ighid, ont écopé de la peine la plus lourde pour «complot visant à porter atteinte à la sécurité de



l'Etat». Nasser Zefzafi, 39 ans, avait été arrêté pour avoir interrompu le prêche d'un imam ouvertement hostile au mouvement Hirak dans une mosquée d'Al-Hoceïma. Depuis cette condamnation de détenus du mouvement Hirak, plusieurs villes marocaines vivent au rythme de manifestations pour dénoncer la mesure et appeler à la levée du «siège militaire imposé à la région du Rif» et au boycott de la «justice marocaine». Le 15 juillet, une marche nationale a été organisée à Rabat pour la libération des détenus. Les mani-

festants ont scandé des slogans hostiles au Makhzen, tels que «le peuple boycotte la justice», «non au siège imposé à la région du Rif» et «liberté aux détenus du Hirak». Le 8 juillet, une marche de la même envergure avait été organisée à Casablanca par le comité de défense et de soutien du mouvement Hirak et d'autres forces politiques marocaines, mobilisant des milliers de citoyens marocains indignés par le procès Hirak. Selon des chercheurs, le Maroc vit une situation politique et sociale «des plus instables», et il peine à améliorer

les conditions socio-économiques des Marocains. Brahim Oumansour, consultant, analyste en géopolitique et sécurité internationale, estime que le gouvernement marocain «semble avoir du mal à trouver des solutions durables pour redresser la situation du royaume» face aux revendications populaires, qui pointent du doigt «les carences de l'Etat marocain dans la gestion politique, sociale et économique dans la région du Rif».

S. H./APS

Tunisie

Recrutement de 150 contractuels pour «sécuriser» les bagages

Le ministre du Transport, Radhouane Ayara, a annoncé le recrutement de 150 contractuels pour assurer la sécurité des bagages des pèlerins et des Tunisiens revenant de l'étranger. Dans une déclaration accordée à Shems fm, le ministre a indiqué que le vol de bagages reste principalement une question d'éthique. Rappelons que le ministre du Transport, Radhouane Ayara, avait déclaré que la majorité des accusations contre des agents soupçonnés de vol n'ont pas été considérées comme des «crimes» et la justice s'est vue obligée de libérer les accusés «vu l'insignifiance des objets volés». «Ni la magistrature assise ni le ministère public n'a employé le concept d'insignifiance des objets volés dans le traitement des dossiers judiciaires», a-t-il déclaré à l'agence TAP, faisant remarquer que «le concept ne fait pas partie du lexique juridique de la loi pénale tunisienne». Au début du mois, la douane a mis en place une cellule d'intervention pour mettre fin, ou du moins limiter, le phénomène de vol des bagages à l'aéroport de Tunis-Carthage. Selon la directrice du

bureau douanier de l'aéroport Tunis-Carthage, Safia Bilal, cette cellule appelée «cellule de choc», a limité considérablement les cas de vol de bagages à l'intérieur de l'aéroport puisqu'elle permet de contrôler tout le circuit de transport. Cette cellule est liée directement à une salle d'opération qui permet de contrôler les bagages à distance grâce à des caméras de surveillance.

Inquiétude des médecins devant une pénurie de médicaments

L'Ordre tunisien des médecins a exprimé sa «profonde inquiétude» face à une «pénurie» de médicaments et dénoncé la «lenteur» des autorités à résoudre ce problème, alors qu'une administration a évoqué aujourd'hui une simple «perturbation». De nombreux Tunisiens ont exprimé ces dernières semaines leur colère sur les réseaux sociaux et dans les médias locaux au sujet du manque de certains médicaments dans le pays. Le Conseil national de l'Ordre des médecins a exprimé

dimanche dans un communiqué «sa profonde inquiétude concernant la pénurie de médicaments qui perdure depuis plusieurs mois». «Ces ruptures d'approvisionnement, en particulier de médicaments essentiels (...), risquent d'engendrer des conséquences particulièrement néfastes sur la qualité de l'offre de soins», a ajouté le Conseil qui «tire la sonnette d'alarme» et s'insurge contre la lenteur des autorités à apporter des solutions (...) à cette pénurie». Interrogé aujourd'hui par l'AFP, le P-DG de la Pharmacie centrale de Tunisie, l'administration qui assure la régularité de l'approvisionnement du pays en produits pharmaceutiques, a nié l'existence d'une pénurie. «Pénurie? Pas du tout!», a affirmé Aymen Mekki. Selon lui, il y a simplement «une perturbation dans quelques références (de médicaments) importées par des laboratoires étrangers qui n'ont pas été payés». «Mais nous disposons d'un stock de médicaments stratégiques», a-t-il assuré. Le «non-paiement de ces laboratoires qui ont décidé de minimiser leur livraison s'explique par les difficultés financières des caisses de

sécurité sociale et de la Pharmacie centrale», a indiqué M. Mekki, qui a reconnu que la «perturbation» s'était «amplifiée ces dernières semaines, (à cause d') une période de tiraillements (politiques) dans le pays». Samedi, l'Association tunisienne de chirurgie thoracique, cardiaque et vasculaire avait pourtant annoncé qu'un produit indispensable dans les chirurgies à cœur ouvert, le sulfate de protamine, était «manquant». Mais Aymen Mekki a assuré aujourd'hui que ce produit «était disponible dans trois hôpitaux publics» et que la Pharmacie centrale «n'avait reçu aucune réclamation de la part du secteur privé». En fin de semaine dernière, le ministre de la Santé, Imed Hammami, avait affirmé que les médicaments étaient disponibles en Tunisie. «Quand j'envoie mon chauffeur (...), il me trouve mon médicament dans la première pharmacie qu'il croise», avait-il dit sur une radio privée. Il avait ensuite été l'objet de moqueries sur les réseaux sociaux, où certains internautes lui avaient demandé le numéro de téléphone de son chauffeur afin de leur trouver des médicaments.

Farid M./Agences



États-Unis

Au moins huit morts dans les incendies qui dévorent la Californie

■ Plus de 12 000 pompiers sont mobilisés contre les nombreux incendies majeurs en Californie, qui ont fait au moins huit morts jeudi, tandis que des renforts sont en route depuis, parfois, l'autre bout des États-Unis.

Par Rosa C.

«**J**'ai habité ici toute ma vie et je n'y ai jamais vu un feu qui sème une telle destruction», a déclaré lors d'une conférence de presse Leonard Moty, un responsable du comté de Shasta, dans le nord de l'État, où sévit depuis le 23 juillet «Carr», le principal incendie. Depuis jeudi, six personnes ont péri dans ce feu et sept autres sont portées disparues, ont indiqué les autorités. Par ailleurs, deux pompiers qui combattait l'incendie «Ferguson», près du parc nation-

nal de Yosemite, plus au sud, ont été tués, dont l'un dimanche après avoir été écrasé par un arbre. Jeudi, deux pompiers ont perdu la vie en combattant «Carr» et deux enfants âgés de 4 et 5 ans et leur arrière-grand-mère de 70 ans ont également péri lorsque leur mobile-home a été cerné par les flammes. Son mari, Ed Bledsoe, était absent. Interrogé par CNN, il a fait un récit déchirant des derniers instants de ses proches, racontant sa conversation au téléphone avec sa femme et ses arrière-petits-enfants. «Il répétait sans

cesse "papi, viens me chercher", a-t-il relaté. «Le feu arrive par la porte arrière. Allez papi". J'ai dit "je suis juste en bas de la route". «Je t'aime, viens nous chercher», lui a répondu son petit-fils. «Ma femme était la plus formidable du monde et mes petits-enfants étaient exceptionnels», a-t-il ajouté. Dimanche, les restes d'une personne qui avait ignoré les ordres d'évacuation ont été retrouvés dans une résidence détruite par les flammes. L'incendie Carr n'était circonscrit qu'à 23% et s'étendait sur près de 42 000 hectares, selon le dernier bilan de Calfire à 2h00 GMT hier. Il mobilise à lui seul 3 600 pompiers. Près d'un millier de bâtiments ont été détruits ou endommagés et quelque 4 000 autres restaient menacés, mais les autorités ont voulu se montrer rassurantes. «Nous nous sentons bien plus optimistes», a confié à la presse Bret Gouvea, chef adjoint du service des pompiers de Californie Calfire à Redding. «Nous commençons à regagner du terrain au lieu d'être sur la défensive». Selon Calfire, une quinzaine d'incendies sévissaient lundi en Californie. Des renforts envoyés par seize États, d'aussi loin que le New Jersey, la Floride et le Maryland, sur la côte est, étaient arrivés ou en passe d'arriver lundi soir pour prêter main forte à leurs collègues et les relever. Alors que certains habitants ont été autorisés à regagner leur domicile, M. Gouvea s'est toutefois montré prudent face aux caprices d'une météo imprévisible. Cette mise



PH. > D. R.

en garde fait écho aux prévisions du service de météorologie. «Une vague de chaleur dangereuse continuera d'apporter des températures et une sécheresse très élevées depuis la Californie jusqu'au nord-ouest sur le Pacifique en début de semaine», selon le National Weather Service (NWS). «De nombreux incendies vont continuer à brûler, notamment en Californie, et la menace sera exacerbée par des conditions aggravées de sécheresse et de chaleur», ont précisé les services météorologiques. Des arbres en feu, des voitures calcinées, des habitants ayant tout perdu, le feu «Carr» a fait des ravages. «C'était presque comme une tornade avec du feu

dedans, elle est arrivée par dessus la colline et a dévoré la maison du voisin», a raconté à l'AFP Alyce Macken, une retraitée qui n'a eu que quelques minutes pour fuir avec son mari leur maison de Redding. Depuis un centre commercial, ils ont regardé leur domicile partir en flammes.

Face à la menace de cet incendie, les autorités avaient procédé à l'évacuation de 38 000 personnes, selon les derniers chiffres officiels. Le gouverneur de Californie Jerry Brown a déclaré ces derniers jours l'état d'urgence en particulier dans les comtés de Shasta, Lake, Napa et Mendocino.

R. C.



Points chauds

Diplomatie

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que Donald Trump a réussi ce qui semblait encore impossible il y a encore quelques années, construire et maintenir un dialogue constructif avec la Corée du Nord, il s'est évertué depuis son arrivée à la Maison-Blanche au contraire à détruire tous les ponts construits entre Washington et Téhéran. Peut-être parce que Barack Obama a été à l'origine de la reprise des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Iran. Or, on l'aura très vite compris, Trump s'est fixé, entre autres, pour mission de détricoter tout ce que son prédécesseur avait accompli. Mais le recul sur l'accord du nucléaire iranien ressemblait malgré tout à une défaite des USA, qui claquaient la porte au meilleur accord qu'ils puissent trouver avec l'Iran. Toutefois, après deux ans de critiques acerbes contre l'accord signé par Barack Obama et des mois de rudes échanges avec les officiels iraniens, il semblait que Trump soit enfin prêt à envisager une accalmie. Huit jours après avoir infligé un tweet véhément au président iranien Hassan Rohani, le président républicain s'est proposé de le rencontrer «sans préconditions». «Je rencontre tout le monde. S'ils veulent que je les rencontre, je les rencontre. Quand ils veulent», a déclaré, lundi 30 juillet, le locataire de la Maison-Blanche, en marge d'une rencontre avec le chef du conseil italien, Giuseppe Conte. Ce serait «bon pour nous, bon pour eux, bon pour le monde». Cette stratégie s'inscrit explicitement dans la ligne de celle menée avec la Corée du Nord, menaces verbales de M. Trump pendant l'été 2017, surenchères militaires de Kim Jong-un, puis rencontre spectaculaire des deux dirigeants à Singapour en juin 2018. «Ne menacez jamais, jamais plus les États-Unis ou vous en subirez des conséquences dont peu ont eu à souffrir dans l'Histoire», avait écrit Trump sur Twitter le 23 juillet, répliquant à une menace de Rohani : «Ne jouez pas avec la queue du lion, ou vous allez le regretter». Mais la comparaison s'arrête là : les Iraniens ne veulent pas entendre parler d'une telle rencontre après des mois de politique agressive de l'administration Trump à leur encontre. «Le respect de la grande nation iranienne, la réduction des hostilités, le retour des États-Unis dans l'accord nucléaire... Cela permettra de paver la voie chaotique des pourparlers», a rétorqué, hier sur Twitter, Hamid Aboutaleb, un conseiller du président Rohani. Les Américains ont dénoncé en mai l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, qui avait été négocié pendant des années sous l'administration Obama, alors que l'Iran, selon les experts, se tenait à cet accord ; ils ont imposé des sanctions à Téhéran et exigent de leurs partenaires qu'ils n'achètent plus de brut iranien d'ici au 4 novembre. «Je pense que les conditions ne sont pas du tout remplies pour une telle discussion», a écarté lundi Bahram Qassemi, porte-parole du ministère des Affaires étrangères iraniens. Ces propositions sont faites alors que Donald Trump et une partie de l'establishment à Washington sont convaincus que la stratégie du président des États-Unis, appliquée vis-à-vis de Pyongyang, mais aussi de l'Europe et de la Corée du Sud sur le plan commercial, est la bonne. Reste à savoir si cette méthode fonctionnera avec l'Iran qui malgré son discours ferme est dans le rouge économiquement et aurait bien besoin d'une nouvelle détente avec les États-Unis. Quant à Trump, une nouvelle victoire diplomatique ne pourrait que lui être bénéfique surtout aujourd'hui, alors que les rumeurs concernant sa probable candidature à un second mandat se font de plus en plus nombreuses. **F. M.**

Touristes tués au Tadjikistan

Les autorités incriminent l'opposition islamique

Les autorités du Tadjikistan ont mis en cause hier un parti d'opposition interdit dans ce pays d'Asie centrale après l'assassinat de quatre touristes occidentaux, revendiqué par le groupe jihadiste État islamique. Sept cyclotouristes étrangers, venus affronter les cols de la célèbre route du Pamir, ont été fauchés dimanche par une voiture et attaqués par des hommes armés dans la région de Danghara, à 150 kilomètres au sud de la capitale Douchanbé. Deux Américains, un Suisse et un Néerlandais sont morts. Un Suisse et un Néerlandais ont été blessés et un touriste français est indemne. Après avoir dans un premier temps évoqué la piste d'un accident de la route, les autorités de l'ex-république soviétique ont annoncé que les suspects «avaient des couteaux et des armes à feu» et qu'un des touristes avait été blessé à l'arme blanche. L'attaque a été revendiquée lundi par le groupe jihadiste État islamique (EI), dans un communiqué en arabe diffusé en ligne et relayé

par le groupe spécialisé dans la surveillance des réseaux jihadistes Site. Mais le ministère de l'Intérieur tadjik a rejeté hier cette revendication et désigné le Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan, formation considérée comme modérée au moment de son interdiction en 2015 qui avait été critiquée par les Occidentaux. Le groupe «a agi sur l'ordre» de Nossirkhouldiy Oubaïdov, «membre actif» du Parti de la renaissance islamique, a assuré le ministère tadjik de l'Intérieur. Il était mené par un autre «membre actif» de ce parti, Housseïn Abdoussamadov, 33 ans, qui a été arrêté et est passé aux aveux, a ajouté la même source dans un communiqué. Selon ses dépositions à la police, Housseïn Abdoussamadov a suivi en Iran «un entraînement idéologique, militaire et visant à effectuer des actes de sabotage». A ces fins, «il s'est rendu à quatre reprises dans les villes (iraniennes) de Qom et Mazandar entre 2014 et 2015», précise le communiqué. C'est en

Iran qu'il a prêté serment d'allégeance à Nossirkhouldiy Oubaïdov», membre actif du Parti de la renaissance islamique depuis 1992, selon la même source. Les relations entre l'Iran et le Tadjikistan, qui partagent l'héritage culturel et linguistique persan, connaissent de fortes tensions depuis que ce pays très pauvre d'Asie centrale s'est tourné vers l'Arabie saoudite et d'autres pays arabes aisés dans l'espoir d'attirer des investissements dans son économie. A ce jour, quatre suspects, parmi lesquels Housseïn Abdoussamadov, ont été arrêtés et quatre autres ont été tués par les forces de l'ordre dans des opérations pour retrouver les responsables de l'attaque, selon la police tadjike. Le Tadjikistan, un pays laïc dont la population est majoritairement sunnite, fait de la lutte contre l'intégrisme religieux une priorité. Les autorités estiment que plus de mille Tadjiks ont rejoint les jihadistes en Irak et en Syrie.



Festival de Timgad

Une belle ambiance en clôture

■ Le rideau est tombé lundi soir sur la 40^e édition du Festival de Timgad de Batna, dans une ambiance de gaieté, en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi. Cette édition, cent pour cent algérienne, a été «excellente, que ce soit à travers la participation, la présence du public ou les artistes qui se sont succédé sur scène», a déclaré le ministre, soulignant que cette édition a été «celle de la fidélité, du renouveau et de la réconciliation avec l'art algérien».

Par Abia Selles

Le ministre a affirmé, à l'occasion de la clôture de la onzième édition du Festival de Timgad, que «les échos de cette nouvelle édition du Festival de Timgad étaient excellents, à travers la participation, la présence du public ou les artistes qui se sont reliés sur scène».

«J'estime qu'il y a eu un consensus sur cette édition 100% algérienne, marquée par une excellente organisation et une programmation différente par rapport aux éditions précédentes qui a offert aux artistes l'opportunité de se produire et a été l'édition de la fidélité, du renouveau et de la réconciliation avec l'art algérien», a considéré le ministre.

M. Mihoubi, rappelant la caravane artistique qui sillonne le pays et a permis à plus de 1 000 artistes de se produire et plus de 7 000 musiciens et techniciens d'y prendre part, a souligné que «l'année 2018 consacre l'art algérien et les artistes qui ont souffert de la marginalisation».

Le ministre a également indiqué que le Festival de Timgad «restera international», soulignant l'apport du sponsoring

dans la promotion de cet événement culturel.

La soirée de clôture a gratifié le public d'une variété de musiques algériennes exécutées par la troupe Rayna raï, Rabah Asma, Hamid Belbech, Soufiane Zighem, Samah Akla et Yazid Nouaoura qui ont excellé sur la scène du nouveau théâtre de plein air, mitoyen au site archéologique.

Le public, dont le nombre a été «acceptable» durant les cinq soirées du festival, voulu cette année exclusivement «algérien», est entré en symbiose avec les artistes qui ont représenté les divers et multiples genres de la musique et de la chanson nationales.

Les concerts du festival ont ainsi fait découvrir et redécouvrir au public des voix de grands talents, ont souligné les stars qui se sont produits durant Timgad 2018, dont Fella Ababsa et Baaziz.

Cette édition 2018 du Festival culturel international de Timgad, organisée avec un nouveau commissariat, a connu la participation de 26 artistes des quatre coins du pays et le retour au Festival après 20 ans d'absence de certaines voix dont Djamel Sabri et Nouari Nezar ainsi que



Baaziz avec, toutefois, une seule défection à savoir celle de Zahouania programmée pour la 3^e soirée.

La manifestation a donné lieu

à la distinction des personnes ayant contribué à la fondation du festival et à la reprise de son organisation durant les années 1990, faisant du Festival interna-

tional de Timgad une activité de promotion des monuments archéologiques algériens et de la destination Algérie.

A. S./APS

Avant-première du documentaire «Joyeuse saga des Canaris»

Un flash-back émouvant sur une page glorieuse de la JSK

C'est un flash-back émouvant sur une page glorieuse de la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK), club de football le plus titré d'Algérie, que les amoureux du ballon rond ont apprécié lundi à l'occasion de la projection de l'avant-première du film documentaire «1946/1996 : La joyeuse saga des canaris».

Ce documentaire de 90 mn, réalisé par Abderrazak Larbi Cherif, projeté en fin d'après-midi à la maison de la culture Mouloud-Mammeri devant un public composé notamment d'anciens joueurs et cadres de la JSK, de l'actuel président de ce club Cherif Mellal, de supporters et d'artistes de la région, consacré à 50 ans de gloire des canaris, a été reçu avec des applaudissements par le public.

«1946/1996 : La joyeuse saga des Canaris» est un film consacré à une période où les canaris dominaient le football national et

africain. Le film qui s'ouvre sur des témoignages et des scènes d'archives de victoires de l'équipe et de liesse des supporters, raconte comment la JSK est née pour faire face à un déni que subissaient les footballeurs algériens au sein de l'équipe créée par l'administration coloniale de l'époque, à savoir l'Olympique de Tizi-Ouzou (OTO) composée essentiellement de Français.

Née dans ce contexte, le destin de la JSK est tout tracé, celui de porter haut le foot algérien et la voix d'une région révoltée contre le mépris de l'administration coloniale française. Devenu un élément rassembleur de toute une région, c'est naturellement que ce club à endossé, à partir des années 1970, la revendication identitaire amazighe, témoignage d'anciens joueurs dans le film, soulignant qu'ils n'avaient «fait que leur devoir». Quelques anecdotes justement dosées

agrémentent le documentaire construit de témoignages de ceux qui ont fait de la JSK un grand club et d'artistes dont Matoub Lounes et Lounis Ait Menguellet, et d'autres personnalités de la région, d'archives de la Télévision algérienne, de photos et d'articles de presse.

La projection a été ponctuée d'applaudissements de la part de l'assistance, nostalgique, exprimant ainsi sa reconnaissance à ceux qui ont fait de la JSK un grand club de football et sa satisfaction quant au travail fait par le réalisateur. Ce dernier a eu droit une standing-ovation, à la fin du film, a-t-on constaté. Lors des débats qui ont suivi la projection, d'anciens joueurs ont relevé quelques omissions, notamment des noms qui n'ont pas été cités. Mouloud Iboud a rendu un vibrant hommage au réalisateur pour ce documentaire «réussi» même si il y a «quelques oublis».

Il a relevé la difficulté de raconter 50 ans de parcours de la JSK.

«Il faudrait plusieurs heures pour tout rapporter», a-t-il dit avant de souhaiter que M. Larbi Cherif réalise la suite du parcours de ce club (de 1996 à ce jour).

De son côté, l'actuel président de la JSK, Cherif Mellal, a salué le travail du réalisateur qui «nous encourage à fournir des efforts pour continuer à écrire la légende de la JSK. Ce film est pour nous une occasion de nous ressourcer pour poursuivre le travail de nos aînés et essayer de faire comme eux, sinon mieux».

Rencontré en marge de la projection, Abderrazak Larbi Cherif a indiqué à l'APS qu'il était «très content de la forte présence et de la réaction du public à son film». Il a ajouté avoir pris acte des observations faites par d'anciens joueurs concernant quelques oublis et compte apporter des correctifs. Il a

aussi exprimé son intention de faire la deuxième partie de la saga de la JSK «pour raconter cette histoire qui continue et que j'espère sera plus flamboyante et plus positive et que la JSK puisse retrouver son niveau d'avant». Concernant la diffusion de ce documentaire, il a fait savoir qu'il compte entamer des démarches auprès des services compétents pour lui assurer une large audience. «Mon souhait est que ce film soit vu dans toute l'Algérie», a-t-il dit.

L. B.

AGEND'ART

Galerie d'arts de l'Hôtel Sofitel Algiers Hamma Garden (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 24 août :

Exposition de peinture de Khaled Rochedi Bessaih, dont les œuvres s'inspirent du travail d'Amedeo Modigliani.

Théâtre de verdure «Laadi-Flici»

2 août à Alger :

Soirée musicale animée par la chanteuse Samira Brahmia
Palais des Rais Bastion23
Jusqu'au 15 août :

L'artiste Nasreddine Brahami expose ses œuvres depuis le 26 juillet pour une exposition/vente autour du thème «Regard».

«Ciné-plage» à Tlemcen

La manifestation débutera ce soir

La 2^e édition de la manifestation «Ciné-plage» sera organisée du 1^{er} au 10 août prochain à Tlemcen, a-t-on appris lundi des organisateurs.

Cette édition, initiée par le Palais des arts et des expositions de Tlemcen, en collaboration avec le Centre national du cinéma et de

l'audiovisuel, prévoit la projection de 20 films algériens dont «Taxi Makhfi» (Clandestin), «L'inspecteur Tahar» et autres œuvres marquantes du 7^e art national ainsi que de nouveaux films, a indiqué le directeur du centre, Amine Boudefla.

Les films seront projetés à l'aide de ciné-

bus au niveau des plages de Sidna Youchaa (Nedroma), Ouled Benabdellah (Ghazouet), Honaine et Marsa Ben M'hidi.

Des ateliers de dessin seront proposés aux enfants en marge de cette édition, comme il est prévu un concours de nettoyage de l'environnement.

R. Z.



Jeux méditerranéens 2021 Le directeur général des jeux sera bientôt installé

LE DIRECTEUR général des Jeux méditerranéens qu'abritera Oran en 2021 sera «prochainement» installé, a annoncé lundi le wali, Mouloud Cherifi. Intervenant lors du forum du quotidien «El Djoumhouria» paraissant à Oran, le wali a expliqué que le responsable désigné «jouera un rôle primordial dans la gestion de cette manifestation sportive sur le plan organisationnel, alors que les autorités locales se chargeront de l'équipement des infrastructures et de la préparation de ces joutes». Abordant les chantiers du stade de 40 000 places, du village olympique et des autres infrastructures en cours de réalisation, M. Cherifi a estimé que la cadence des travaux «est soutenue», tout en assurant avec conviction qu'«Oran sera au ren-

dez-vous». Le wali a annoncé qu'à l'occasion des JM 2021, les stations de mesure du taux de pollution de l'air, «Sama Safia», seront réactivées. La ville d'Oran compte trois de ces stations, érigées en 2006 à proximité du Lycée Pasteur, de Haï Salam et de Medina Djedida. Ces équipements sont à l'arrêt depuis des années pour «des raisons techniques», a-t-il indiqué. Dans le cadre de la préparation des JM 2021, une commission chargée de l'embellissement de la ville d'Oran a été installée et regroupée des membres de la société civile, des journalistes et des artistes. Un documentaire pour la promotion de la ville lors de cette manifestation est également prévu dans ce cadre, a précisé Mouloud Cherifi. **H. Z.**

Tennis / Classement mondial féminin Inès Ibbou chute de 21 places

LA JOUEUSE de tennis algérienne Inès Ibbou a perdu 21 places dans le classement mondial féminin de cette semaine et se retrouve au 634^e rang, suivant la nouvelle hiérarchie dévoilée lundi par la World Tennis Association (WTA). La championne d'Afrique de 2015 a été victime d'une blessure il y a quelques semaines, alors qu'elle prenait part à un tournoi professionnel en Tunisie. Une situation qui l'a privée de compétition depuis, et cette absence prolongée a fini par lui coûter une

importante régression dans le classement mondial. Néanmoins, les choses commencent à s'arranger pour l'Algérienne de 19 ans, qui s'est remise de sa blessure et a repris l'entraînement depuis peu, en travaillant d'arrache-pied pour préparer son retour à la compétition. Le classement mondial féminin est toujours dominé par la Roumaine Simona Halep, devant la Danoise Caroline Wozniacki et l'Américaine Sloane Stephens. **S. T.**

Athlétisme/Championnats d'Afrique seniors L'EN en force à Asaba au Nigeria

LA SÉLECTION algérienne d'athlétisme composée de 14 athlètes prendra part au Championnat d'Afrique seniors, prévus du 1^{er} au 5 août à Asaba (Nigeria), avec l'ambition de viser le podium dans les épreuves du décathlon avec Larbi Bouraada et le 400m haies avec Abdelmalik Lahoulou, a indiqué le directeur technique national, Abderrahmane Morceli. «L'Algérie a toujours joué les premiers rôles aux Championnats d'Afrique. Pour cette édition, nous avons beaucoup d'espoir de podium avec Bouraada qui va défendre son titre et Lahoulou sur 400m haies», a déclaré Morceli. «Nous avons également des chances de médailles avec Cherabi à la perche et les deux coureurs du 800m, Belabchir et Hatehat», a-t-il ajouté. Pour cette 21^e édition des Championnats

d'Afrique, la direction technique nationale a retenu une liste de 14 athlètes, dont une seule représentante féminine Zouina Bouzebra au lancer du marteau. Le reste de la sélection est composée des coureurs du 800m Mohamed Belbachtir et Yacine Hatehat, Yasser Triki (longueur et triple saut), Hichem Cherabi (saut à la perche), Abdelmalik Lahoulou et Saber Boukemouche (400m haies), Mohamed Amer et Hichem Medjber (20 km marche), Larbi Bouraada (décathlon) et l'équipe du 4x400m formée de Sofiane Bouhada, Miloud Laaredj, Slimane Moula et Fethi Benchaâ. Côté préparation, le directeur technique national a indiqué que les athlètes se sont préparés «individuellement», précisant que la Fédération a aidé «les plus méritants». **W. F.**

Le futur sélectionneur de l'équipe nationale de football Zetchi entretient le suspense pour le sélectionneur

■ **Le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, entretient toujours le suspense pour ce qui est du prochain sélectionneur national, refusant maintenant de donner un quelconque nom. «Nous sommes en contact permanent avec le futur sélectionneur qui est très chaud à l'idée de travailler en Algérie. Je ne peux dévoiler son identité tant que les négociations sont toujours en cours. Il reste quelques détails financiers à régler avant l'annonce officielle», a déclaré le patron de la FAF à la presse, à l'issue de la réunion du bureau fédéral, tenue au Centre technique national de Sidi Moussa.**

Par Mahfoud M.

«**L**e contrat du prochain coach sera à moyen terme. Sa durée prendra en considération la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 et les éliminatoires de la Coupe du monde 2022», a-t-il ajouté. D'autre part, le président de la FAF a indiqué que la séparation avec l'ancien coach national Rabah Madjer et ses deux adjoints «a été finalisée à l'amiable». Si le patron de la Fédération pense qu'il devra prendre son temps pour finaliser avec le nouveau sélectionneur national, certains pensent que le temps presse, surtout que les Verts s'apprentent à affronter la Gambie pour le compte des éliminatoires de la CAN 2019. Les supputations vont bon train et on parle de Belmadi qui revient dans la short-list de la FAF, alors que certains parlent d'un coach qui était présent avec une autre sélection au dernier mondial disputé en Russie. L'essentiel pour le président de la FAF est de ne pas se précipiter pour le nou-



Zetchi ne veut pas se précipiter

veau sélectionneur car il ne veut pas refaire le coup des précédents entraîneurs, Alcaraz et Madjer qui ont tourné court en sélection nationale. Sur un autre plan, on croit savoir que le sélectionneur allemand du Nigeria, Gernot Rohr, ne pense pas donner suite aux sollicitations de l'Algérie et devrait continuer sa mission avec les «Green Eagles». «Quand vous avez une équipe qui joue aussi bien, en

battant l'Islande (au mondial 2018) qui est classée 20^e dans le monde, une équipe qui était proche de mettre l'Argentine au KO. Qui penserait à démissionner de cette équipe ? Vous auriez besoin de remettre en question votre propre travail. Non, il est hors de question pour moi maintenant», a indiqué Rohr dans un entretien accordé au quotidien nigérian The Guardian. **M. M.**

SSC Naples Ounas continuera jusqu'en 2023

Lailier international algérien Adam Ounas, très en vogue lors de cette période de pré-saison, devrait prolonger son contrat pour une saison supplémentaire, soit jusqu'en 2023, croit savoir lundi le site sportif Calcio Napoli 24. Annoncé sur le départ cet été, Ounas (21 ans) a fini par convaincre tout le monde depuis notamment l'arrivée à la barre technique de Carlo Ancelotti en remplacement de Maurizio Sarri, parti à Chelsea (Angleterre). Le président du club du sud de l'Italien, Aurelio

De Laurentiis, a affirmé que l'ancien bordelais était un joueur d'avenir qui sera l'un de ses éléments-clés pour la nouvelle saison. Ounas a pris part à l'ensemble des matchs amicaux disputés par le Napoli, dont le dernier s'est joué dimanche à Trente face à Chievo Vérone (2-0). Le programme des Napolitains va désormais se corser avec des rencontres de préparation couvrant face à Liverpool, Borussia Dortmund et Wolfsburg. Arrivé en juillet 2017 à Naples en provenance des Girondins de

Bordeaux (Ligue 1/ France) pour un contrat de cinq ans, Ounas a été rarement utilisé la saison dernière où il n'a cumulé que 89 minutes de jeu (7 apparitions) en championnat. En équipe nationale, Ounas a signé sa première et unique sélection le 5 septembre 2017 face à la Zambie à Constantine (défaite 1-0) dans le cadre des qualifications du Mondial 2018. Il n'a jamais été convoqué sous l'ère de l'ancien coach national Rabah Madjer, limogé le 24 juin dernier. **D. B.**

Match amical MCO-TP Mazembe samedi

Le MC Oran affrontera le TP Mazembe (RD Congo), samedi prochain, au stade Ahmed-Zabana d'Oran, pour sa dernière sortie amicale avant le début du championnat de Ligue 1 de football le 11 août prochain, a appris l'APS lundi du club phare de la capitale de l'Ouest du pays. Les Oranais, qui viennent de rentrer d'un

stage effectué en Turquie et pendant lequel ils ont joué cinq matchs amicaux, ont programmé cette joute amicale face au détenteur de la Coupe de la Confédération après que ce dernier ait rallié la ville d'Oran pour y s'y préparer pour la suite de son parcours dans la Ligue des champions africaine, a ajouté la même source. Prévu jusque-là à

18h00, le match pourrait se jouer en nocturne, précise-t-on, ajoutant que la direction moulou-déenne est dans l'attente de l'aval des services compétents pour décaler l'heure de la rencontre. Au MCO, l'on a également décidé que l'entrée au stade sera payante, une manière de profiter de ce rendez-vous pour renflouer les caisses du

club, d'autant que les fans oranais piaffent d'impatience pour renouer avec les soirées africaines, en amical soit-il. Le TP Mazembe prépare son prochain déplacement à Sétif pour affronter l'ES Sétif le 17 août dans le cadre de la 5^e journée de la phase de poules. Les «Corbeaux», qui restent sur un nul imposé au MC Alger (1-1)

samedi passé à Blida, ont validé leur billet pour les quarts de finale de l'épreuve. Ils comptent cinq points d'avance sur leur dauphin du MCA (2^e, 5 pts) et six sur l'ESS (3^e, 4 pts). Les Marocains Difaâ Hassani El-Jadidi qui ferment la marche avec 2 unités, sont pratiquement éliminés. **Z. R.**

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

Le nouveau chef de la sûreté de wilaya installé

LE NOUVEAU chef de la sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou, Madjid Akenouche, a été installé, hier, au cours d'une cérémonie officielle co-présidée par deux cadres à la Direction générale de la Sûreté nationale au siège de la wilaya, en présence des membres de la commission de sécurité. En effet, l'inspecteur général de la Sûreté nationale, le contrôleur de police Mohamed Tahar Hachichi et l'inspecteur régional de la police du Centre, Mahmoud Rabah, ont procédé à l'installation du nouveau chef de la sûreté de wilaya en remplacement de Rachid Derouazi. Le représentant du DGSN, le wali, Rachid Derouazi et Madjid Akenouche ont tour à tour pris la parole. Pour sa part, le wali de Tizi Ouzou n'a pas manqué de souligner avoir déjà travaillé avec le nouveau chef de la sûreté de wilaya au temps où ils étaient tous les deux en poste dans la wilaya de Skikda.

Hamid M.

Education à Béjaïa

Remise des prix aux lauréats des examens de fin de cycle

UNE CÉRÉMONIE de remise de prix aux lauréats des examens de fin de cycle a été organisée avant-hier par la Direction de l'éducation nationale de la wilaya de Béjaïa, à l'auditorium du campus universitaire d'Aboudaou. C'est ainsi que 19 d'élèves du cycle primaire ont été gratifiés après avoir obtenu la note complète de 10 sur 10 et 9,90 sur 10. Ces derniers sont issus des communes de Béjaïa, Draâ El Caïd, Kherrata, Darguina, Aokas, Amizour, Timezrit, Aït R'Zine et Adekar. Sur les 560 écoles primaires de la wilaya de Béjaïa, 125 élèves ont obtenu un taux de réussite de 100%, a-t-on appris. Vingt-cinq lauréats ayant obtenu une note supérieure à 18/20 et issus des collèges des communes de Béjaïa, Kherrata, Bordj Mira, Darguina, Melbou, Aokas, Tala Hamza, Toudja, Timezrit, Seddouk et Akbou, ont également reçu des prix et des cadeaux d'encouragement pour leurs efforts durant l'année et leurs résultats aux examens de fin de cycle. Il s'agit des élèves des CEM Mechmeche-Brahim d'Ighil Ouazzoug, Abdelhamid-Benbadis de Béjaïa et Boudjemaâ-Makhlouf de Tazmalt. Deux écoles privées ont obtenu un taux de réussite de 100% et une troisième un taux de 81,82%. Notons que le taux de réussite au niveau du cycle moyen à Béjaïa cette année est de 62,16%.

Concernant le secondaire, le taux de réussite au Bac est de 56,02%, avec 6 556 élèves qui l'ont décroché. Sept lauréats ayant obtenu la mention «Excellent» avec des notes supérieures à 18/20 ont été primés. Ce sont de nouveaux bacheliers issus des lycéens de Béjaïa, Kherrata, Sidi Aïch et Tazmalt, dont une élève d'un lycée d'enseignement privé. Des cadeaux ont également été remis aux 18 élèves ayant obtenu une note supérieure à 17/20, soit un total de 25 nouveaux bacheliers. Les trois premiers établissements sont les lycées Taos-Amrouche de Sidi Aïch, les Sept martyrs Mahrez de Sidi Aïch et Haddad-Mohand-Ouidir de Tazmalt. Ils ont obtenu un taux de réussite respectivement de 82,91%, 81,69% et 75,89%. Pour les établissements privés, deux ont réalisé la performance de 100% de taux de réussite. Les meilleurs élèves en matière de maîtrise de la lecture au primaire et au moyen, les lauréats du Prix national «Les plumes de mon pays», ceux de tournois scientifiques et littéraires, inter-lycées, ainsi que les médaillés d'or aux Jeux arabes au Liban ont été également récompensés symboliquement. Deux élèves aux besoins spécifiques ont eu également droit à des cadeaux d'encouragement.

Hocine Cherfa

Noyé au barrage Tichi-Haf/ Béjaïa

L'adolescent de 17 ans a été repêché hier

DISPARU suite à une noyade dans les eaux profonds du barrage Tichi-Haf depuis dimanche après-midi, le corps de la victime, Yacine âgé de 17 ans et natif de M'cisna, a été repêché par les plongeurs de la Protection civile hier, peu avant 15h, a-t-on appris de la cellule de communication de la Protection civile de la wilaya de Béjaïa. La victime a été repêchée après d'intenses recherches engagées depuis le jour de sa disparition. «Ce jour, vers 14h55, nos plongeurs ont repêché l'adolescent de

17 ans, natif de la commune de M'cisna, noyé et disparu l'après-midi de dimanche 29/07/2017 au barrage Tichi-Haf, ceci après d'intenses recherches, soit chaque jour de 06h30 à 00h», lit-on dans le communiqué des pompiers. «Le corps de la victime a été transféré vers la morgue de l'hôpital d'Akbou», ajoute le communiqué. Il est utile de rappeler que c'est la neuvième noyade enregistrée par la Protection civile de la wilaya depuis le début de la saison estivale.

plusieurs concerts annulés à travers le pays



Djalou@hotmail.com

Skikda

Un quatrième terroriste abattu

■ Le bilan de cette opération, qui est toujours en cours, s'élève à la neutralisation de quatre terroristes et la récupération de trois pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, un fusil semi-automatique Simonov...

Par Slim O.

Un quatrième terroriste a été abattu lundi et un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions récupérés, suite à l'opération de recherche et de ratissage menée par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la localité de Bissy, commune d'Azzaba, wilaya de Skikda, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de recherche et de ratissage dans la localité de Bissy, commune d'Azzaba, wilaya de Skikda (5^e Région militaire), un détachement de l'ANP a abattu, le 30 juillet 2018, un quatrième terroriste et récupéré un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munition», précise la même source. Ainsi, le

bilan de cette opération, qui est toujours en cours, s'élève à la neutralisation de quatre terroristes et la récupération de trois pistolets mitrailleurs de type

Kalachnikov, un fusil semi-automatique de type Simonov et une quantité de munitions, conclut le MDN.

S. O./APS

Wilaya de Béchar

Saisie de 100 kg de kif traité

UNE QUANTITÉ de 100 kilogrammes de kif traité a été saisie lundi dans la wilaya de Béchar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les éléments de la Sûreté nationale, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a saisi, le 30 juillet 2018, en coordination avec les éléments de la Sûreté nationale à Béchar/3^e Région militaire, une quantité de kif traité s'élevant à 100 kilogrammes, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-côtes ont intercepté à Ain Témouchent et Ghazaouet/2^e RM un narcotrafiquant et 38,515 kilogrammes de kif traité», précise la même source. D'autre part, des gardes-côtes ont déjoué, à El-Lala/5^e RM, «une tentative d'émigration clandestine de six personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale», ajoute le communiqué du MDN.

Ali F.

Belgique

Un homme se fait exploser sur un terrain de foot

UN HOMME a été tué après s'être fait exploser hier sur un terrain de football vide à Verviers (est de la Belgique), a indiqué le responsable local. «L'individu, dont l'identité n'est pas encore connue, s'est fait sauter au milieu du terrain de foot autour de 08h30 (06h30 GMT) du matin. Il était seul au milieu du terrain», a expliqué un adjoint au bourgmestre (maire) de la ville, Hasan Aydin. «La piste du suicide semble pour l'instant privilégiée car s'il avait voulu faire des victimes, il se serait rendu dans un autre endroit à un autre moment», a ajouté l' élu municipal. L'explosion n'a pas fait d'autre victime.

H. Y.